92. escroqueries de substitution

Les nombreuses escroqueries de substitution

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les mêmes auteurs qui ont soumis Abraham Lincoln à l'élection en tant que "président" au lieu du président ont également pratiqué un large éventail d'autres schémas de substitution du même type, appliqués à d'autres choses.

En plus d'avoir les présidents de sociétés municipales étrangères substitués aux présidents de nos organisations gouvernementales souveraines non constituées en société, nous avons également eu un éventail étincelant de fausses confédérations et de fausses fédérations.

Ce n'est pas parce que quelque chose est appelé Confédération ou Fédération que c'est "La" Confédération ou "La" Fédération à laquelle nous pensons tous. De la même manière que les auteurs ont substitué "un" président au président, ils ont substitué "une" Confédération à la Confédération et "une" Fédération à la Fédération et "une" Union à l'Union.

Notre gouvernement au niveau national qui représente les juridictions du sol de tous nos États agissant ensemble est l'Union de nos États-nations.

Mais notez que pendant la guerre civile, les mêmes mots, "l'Union" ont été appliqués à l'alliance des États du nord des États (anciens membres de la Confédération formée en 1781) et des sous-traitants municipaux territoriaux britanniques faisant des affaires comme les États-Unis d'Amérique, Inc.

La seule chose qui nous donne un indice que l'Union n'est pas la même chose que l'Union est la capitalisation de l'article défini, "Le" --- et si les gens ne savent rien de la grammaire anglaise et des noms propres, ils passeront à droite sur cette différence importante et supposons que l'Union de nos États-nations a combattu dans la soi-disant guerre civile américaine.

Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité, mais c'est ainsi que les choses se confondent --- une combinaison d'ignorance, de duplicité et de fausses hypothèses.

Tout comme il existe de nombreuses constitutions partout dans le monde, pas seulement nos trois célèbres constitutions fédérales, il existe également de nombreuses fédérations et confédérations, mais tant que les gens restent ignorants de ce fait, il est facile de les confondre et de tirer le même vieux truc , substituant "une" Fédération ou "une" Confédération à notre Fédération des États ou à notre Confédération des États d'États.

Par exemple --- la Scottish Municipal Corporation qui a démarré en 1868 et qui s'est substituée --- "une" société commerciale étrangère se faisant appeler "Les États-Unis d'Amérique" --- à notre Fédération des États. Elle s'est déclarée Fédération des États, semblant être notre Fédération des États, à des fins de fraude et d'usurpation d'identité, avec deux différences très importantes et non divulguées.

(1) Le Scottish Pretender était une British Territorial Municipal Corporation qui n'était en aucun cas liée, encore moins à notre Fédération américaine des États non constituée en société. Ils ont usurpé l'identité de notre Fédération des États non constituée en société, ont enfreint nos vénérables marques et ont caché leur statut d'entité constituée à l'étranger afin d'obtenir un accès non autorisé à notre crédit, juste
comme un pirate de carte de crédit moderne usurpe l'identité de leurs victimes et prétend être le propriétaire du compte. Les banques complices savaient mieux, mais ont détourné le regard et n'ont pas protégé les titulaires de compte --- actes dont ils sont toujours responsables.

(2) L'Usurpateur écossais a également déformé la nature des "États membres" dans leur Fédération. Les membres de notre Fédération sont tous des États biologiques ayant une substance physique. Les membres de leur Fédération étaient tous des franchises constituées en société exploitées en tant qu'États territoriaux des États. Non seulement les membres de leur Fédération n'étaient pas des États, mais ils ont plutôt été constitués des franchises de la société municipale mère. Ils ont utilisé une autre tromperie sémantique pour cacher cela: les États des États sont également appelés "États confédérés", ils ont donc simplement omis le mot "confédérés" et ont prétendu que leurs États étaient équivalents à nos États.

Leur tromperie et la substitution de leur société étrangère se faisant passer pour notre Fédération des États non constituée en société étaient terminées.

Ils se sont même mis en place une «Constitution» supplémentaire, la soi-disant Constitution corporative publiée en 1868 pour accélérer le reste de leur fraude. Ils ont publié une copie de la Constitution des États-Unis d'Amérique avec trois minuscules modifications et l'ont redéfinie pour servir dans une juridiction complètement différente de la loi. Les "articles" étaient désormais considérés comme des statuts et les "amendements" ont été redéfinis comme des amendements au règlement qui n'avaient pas besoin d'être ratifiés par les États réels. Les membres du Congrès territorial ont également été redéfinis et ne fonctionnaient plus en tant que députés fiduciaires grâce à des services de bonne foi
les gens de ce pays, mais étaient maintenant redéfinis comme des mandataires et des «représentants» élus par les actionnaires de leur société, le Scottish Usurper faisant des affaires

sous le nom de The United States of America, Incorporated.

Encore une fois, les banques savaient et ne faisaient rien pour protéger l'identité, les actifs ou le crédit de leur déposant, devenant ainsi des complices conscients et volontaires de ces crimes.

La fraude et l'usurpation d'identité et les stratagèmes de substitution sont vastes et profonds, les entités constituées à l'étranger se faisant passer pour des organisations américaines non constituées en société, remplaçant leurs "présidents" par notre président, nos organisations d'État pour leurs organisations d'État territoriales et municipales, leurs fédérations des "États" confédérés de notre Fédération des États organiques, leurs confédérations de franchises d'État étrangers pour notre Confédération des États d'États, et ils ont même réussi dans une certaine mesure à masquer la nature de la République fédérale, en tant qu'entité commerciale distincte gérée par les États d'Amérique.

La seule chose que toutes ces escroqueries de substitution ont en commun est qu'elles s'efforcent de substituer les imposteurs européens opérant en dehors de leur juridiction naturelle à nos organisations gouvernementales américaines et qu'elles cherchent délibérément à confondre leurs organisations et leurs bureaux et même leurs élections avec les nôtres.

Des milliards de dollars sont maintenant versés et gaspillés lors d'élections privées de la Corporation municipale qui ont été trompeusement substituées aux yeux du public pour nos élections publiques; cet accent démesuré sur l'élection des mandataires non divulgués et des dirigeants de sociétés étrangères reflète la richesse et le pouvoir que ces farceurs obtiennent en tant que prétendus «représentants»".

Nous souhaitons que le monde réalise que ces gens ne nous représentent pas dans les capacités qu'ils ont simplement assumées.

Nous souhaitons que les gens du monde entier réalisent les conditions de tromperie, de manipulation et de violence dans lesquelles le peuple américain vit aux mains de ces «fournisseurs de services» de la Société municipale criminelle depuis plus de 150 ans.

Ces sociétés municipales étrangères, embauchées en tant que vendeurs de services, ont abusé de nos bons noms et de nos actifs pour leur propre enrichissement injuste, ont déclenché une culture du crime et ont imposé une forme de féodalisme d'entreprise à des dizaines de pays qui ont été également fraudés et déformés.

Nous souhaitons la fin de tous les prétextes de guerre parmi les employés de la Corporation municipale qui ont été autorisés à rester ici en vertu des dispositions de la Loi sur la résidence, et la fin de toute présomption que ces sociétés municipales nous servent à quelque titre que ce soit de la garde ou de la fiduciaire non explicitement et spécifiquement qui leur est accordée comme une obligation conventionnelle ou un pouvoir délégué.

Nous souhaitons la déchéance des banques complices qui ont agi comme expéditeurs et complices de ces crimes contre leurs déposants principaux et créanciers préférentiels.

Nous souhaitons que tout le monde sache que nos biens immobiliers, y compris, mais sans s'y limiter, l'ADN de notre peuple, et tous les autres actifs dans toutes les juridictions qui appartiennent naturellement à notre peuple et à notre gouvernement légal ne sont pas abandonnés et notre réclamation sur nos biens n'est pas compromis par toutes les fausses inscriptions non divulguées et d'autres stratagèmes de fraude intéressés qui ont tenté de voler notre identité et convertir illégalement notre statut politique et notre position.

La confusion qui a résulté de tous ces schémas de substitution est décourageante, tout comme les changements de nom et les mêmes noms appliqués à différentes choses au cours des différentes années. Nous ne sous-estimons pas les difficultés que toutes ces questions causent aux personnes qui essaient de donner un sens aux faits compliqués et délibérément obscurcis.

Cela se résume à ceci: nos États n'ont jamais participé à la soi-disant guerre civile américaine, qui était un conflit mercenaire illégal non déclaré depuis le début.

Il n'y a pas de déclaration de guerre de notre congrès liée à la guerre civile américaine. Il n'y a pas de rouleau de groupe d'aucun État, seulement d'États.

Il n'y a pas de traité de paix mettant fin à ce conflit mercenaire, seulement une obligation contractuelle établie par trois déclarations publiques faites par le président territorial Andrew Johnson garantissant la paix sur le terrain.

Nous sommes les héritiers de ces déclarations de paix et garanties contractuelles, bénéficiant de droits acquis depuis 1866. L'armée territoriale nous doit la loi de la paix et nous le doit continuellement et indépendamment de toute autre circonstance ou controverse.

Nous estimons que, indépendamment de la réouverture des hostilités par Franklin Delano Roosevelt entre les deux sous-traitants des sociétés municipales en 1933, ces deux parties ont résolu leurs différends par collusion lorsqu'elles ont signé la Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis en 1937.

Notre population doit être exemptée de tout soupçon ou mauvais traitement ou harcèlement ou présomption de dette et doit également toutes les garanties et services constitutionnels dont nous sommes héritiers depuis 1866; et les employés et agents des sous-traitants des sociétés municipales sont contractuellement liés en tant qu'entité coopérative depuis 1937.

Notre position est que les deux sous-traitants des sociétés municipales incriminés appartiennent en dernier ressort aux mêmes directeurs, peu importe qui les exploite, de sorte que nos revendications sont directement adressées aux directeurs responsables et nous contournons toute illusion autrement.

Nous souhaitons la fin de tous les efforts pour construire une forme moderne de féodalisme d'entreprise en tant que gouvernement mondial et l'arrestation de quiconque continue de promouvoir cela contre les intérêts de nos gouvernements nationaux légitimes.

Nous avons vu le féodalisme des entreprises et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Délivré par:
Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652
23 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:34 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:34 UTC by Bee